



Vol. I.—No. 30.

MONTREAL, JEUDI, 28 JUILLET, 1870.

{ ABONNEMENT \$2 50
{ PAR NUMERO 5 CENTIMS.

L'OPINION PUBLIQUE.

LUNDI, 25 JUILLET, 1870.

AVIS IMPORTANT.

A la demande de quelques-uns de nos agents, nous expédions aujourd'hui ce numéro, avec ceux contenant les portraits de MM. Papineau et Lafontaine, à plusieurs citoyens d'en bas de Québec.

Nous les considérerons comme abonnés réguliers s'ils ne nous renvoient pas ce numéro ainsi que les deux numéros de la prochaine quinzaine que nous leur adresserons.

Nous pourrions également procurer à ceux qui le désiraient tous les numéros de notre galerie nationale depuis le 1er mai dernier.

Nous prions nos abonnés qui ne conservent pas la feuille de vouloir nous faire tenir le No. 8, que nous leur paierions au moins cinq centins chaque copie.

LA SITUATION COLONIALE.

Vers la fin de l'Empire Romain, les habitants de la Bretagne (Angleterre) ne cessaient de demander à la Métropole des troupes pour les protéger contre les incursions fréquentes et désastreuses de leurs terribles voisins les Pictes.

L'Empereur Honorius leur envoya quelques soldats en leur prévenant qu'ils devaient désormais compter sur leurs propres ressources pour la défense de leur pays.

Qui osera dire que l'histoire ne se répète pas? N'y a-t-il pas là une frappante analogie entre notre position et celle des Bretons, qui étaient alors sujets du vaste et célèbre Empire Romain? Les Césars avaient fait d'énormes sacrifices en hommes et en argent pour la conquête de cet île riche et lointaine. Les Bretons étaient soumis, loyaux et contents de vivre sous l'égide et le régime impérial, mais Rome ne pouvait ou ne voulait plus les protéger: elle rappela ses troupes, n'écoula plus les plaintes et les remontrances de ses fideles sujets, qu'elle abandonna à la merci de l'ennemi.

N'est-ce pas là précisément la conduite que tient actuellement l'Angleterre envers les Canadiens? Au moment même où nous avons particulièrement besoin de sa protection, elle nous délaisse: elle nous voit exposés à de nombreux dangers et à de grandes difficultés: les invasions périodiques des Feniens, nos embarras au Nord-Ouest, la question des pêcheries, l'œuvre de la Confédération inachevée, nos rapports avec nos puissants voisins peu amicaux, et elle nous dit: J'ai assez fait pour vous, il est vrai que vous avez vos difficultés, moi j'ai les miennes; vous n'êtes plus des enfants, vous avez grandi; comptez désormais sur vos propres forces.

Il nous faut du courage et même de la patience en présence d'une pareille conduite; en présence de l'indifférence et du mauvais vouloir des hommes d'état d'Angleterre, en présence des sarcasmes et des insultes que nous lancent ses myriades de journaux officiels et non officiels, en présence des bassesses et de la servilité de ses chefs, de ses orateurs, de ses écrivains, de ses journalistes, envers le peuple et le gouvernement des Etats-Unis. La presse anglaise, le Times surtout, n'a-t-elle pas été presque unanime à ridiculiser, à blâmer les nobles et éloquents

paroles qu'a arrachées au Général Lindsay la bravoure de notre jeune milice nationale? La Chambre des Lords ne vient-elle pas de refuser un vote de remerciements aux braves volontaires canadiens qui ont volé avec tant d'enthousiasme à la défense de nos foyers menacés par des ennemis qui nous a légués l'Angleterre? les Etats-Unis ne viennent ils pas de triompher encore une fois à notre détriment dans la question de nos pêcheries?

Mais là ne sont pas encore toutes nos difficultés, tous nos griefs. Cette éternelle question de l'Alabama n'est-elle pas toujours là, suspendu, comme l'épée de Damoclès, au-dessus de nos têtes? cette question, les Etats-Unis la tiennent soigneusement en réserve. Aujourd'hui, le Président Grant trouve à propos de la remettre sur le tapis. Son ambassadeur en Angleterre, M. Motley va être rappelé pour faire placer à un autre diplomate plus fougueux, plus belliqueux. L'Angleterre peut être à tout moment entraîné dans cette terrible guerre qui vient d'éclater en Europe. Ce sera l'occasion pour le Cabinet de Washington de se montrer plus exigeant, plus impérieux, de poser la solution de cette grave difficulté, de pousser le gouvernement anglais à bout et de provoquer des hostilités. Dans ce cas qui souffrira? qui sera la victime. Ce sera nous, encore nous, toujours à cause des querelles de la mère-patrie: le vrai coupable, s'il est coupable, restera, pour ainsi dire, impuni: c'est nous qui solderons le compte.

Dans ces circonstances que devons nous faire? que ferons-nous? question importante qui sera le sujet d'un autre article.

PIERCE RYAN.

QUEBEC ET L'ANNEXION.

Sous ce titre, nous publions plus loin un très-bon article, dû à la plume de notre ami M. Langelier, ci devant du "Courrier de St. Hyacinthe." Il y a de l'étude et de l'observation dans ce travail, que nous recommandons particulièrement à nos lecteurs.

POURQUOI LA COLONISATION NE VA PAS.

Le Courrier d'Outaouais publie sur ce sujet un fort bon article dont nous faisons l'extrait suivant:

"D'où vient donc que le Bas-Canada est resté si loin en arrière du Haut-Canada, sous le rapport de la colonisation? Pourquoi n'avons-nous pas vu, comme notre sœur province, notre population s'accroître de nombreux émigrants d'une race homogène ou sympathique à la nôtre? La réponse est facile: Nous n'avons pas su nous y prendre; nous n'avons su qu'imiter les anglais, sans nous demander si leur système convenait à notre race. Au lieu de dépenser une partie de notre argent à entretenir, en Angleterre, un agent d'émigration dont la sympathie naturellement douteuse ne pouvait servir notre cause, il aurait fallu employer ces fonds comme suit: d'abord rendre accessible aux colons une grande étendue de bonnes terres. Puis en faire défricher et clôturer un espace suffisant pour l'entretien d'une dizaine de familles. Leur construire un abri commun temporaire. Leur fournir des planches et autre matériaux pour la construction de maisons et bâtiments accessoires, ainsi que des outils, des instruments de culture et quelques domestiques. Tous ces frais remboursables par les colons à longs termes et conditions libérales. Simultanément un prêtre (non pas un laïque) muni de bonnes recommandations de nos autorités civiles et religieuses, viendrait en France, demander le concours des Evêques et des curés des paroisses pauvres, comme en Bretagne, en Savoie, etc., s'engagerait à accompagner les familles qu'on lui confierait, à veiller à leurs intérêts, et à être leur curé dans leur nouvelle patrie. Une entreprise ainsi conduite réussirait sans doute aucun, et au printemps suivant une dizaine de familles avec leur mis-

sionnaire, s'embarqueraient à peu de frais sur les bateaux pêcheurs, qui chaque année partent des ports de Normandie et de Bretagne pour les bancs de Terre-Neuve. De là, il serait facile de les transporter au Canada, à leur destination finale. Quant à obtenir l'assentiment du gouvernement français, et probablement mieux que le simple assentiment, la maison Bossange de Paris et M. Rameau s'en chargent avec la certitude de succès."

COURRIER D'ONTARIO.

Pour cette fois, je ne m'en cache pas, les étudiants de Paris ont toute mon admiration. On sait qu'ils sont ennemis jurés du régime impérial; qu'ils n'aiment ni l'empereur, ni l'impératrice, ni le prince Impérial, ou aucun des gros personnages qui tiennent au gouvernement par les ministères ou autrement. Et, cependant, dès la perspective d'une difficulté diplomatique entre Berlin et Paris, on a pu les entendre crier dans Paris: Vive la France! et à bas la Prusse!

Dès qu'il s'est agi de l'honneur de leur pays, leur naïve politique est disparue pour faire place à l'enthousiasme de l'amour de la patrie. En un instant, ils ont oublié les querelles récentes; Rochefort à Pelagie, Ollivier au pouvoir, Napoléon III aux Tuileries, tout cela ne les offusque plus. Ils ne voient désormais qu'une chose, la lutte avec la Prusse, et ils crient: vive la France! A bas la Prusse.

La guerre est peut-être la consolidation de l'empire, qu'ils n'aiment point. C'est probablement l'élargissement de la république, qui est leur rêve à tous. Il n'importe. La France a des griefs à venger contre la Prusse, cela suffit: vive la France: à bas la Prusse.

Le patriotisme est donc encore chaud et ardent au cœur de cette jeunesse libre-penseuse, qui a encensé Renan et Ste. Beuve. Je l'aimerais mieux catholique et religieuse, mais ce n'est ni votre faute ni la mienne si elle ne l'est pas. Constatons toujours qu'elle a encore le culte de la patrie, le culte de la France, et réjouissons-nous car le sentiment qui l'inspire est un des plus nobles et des plus généreux qu'il soit donné au cœur de l'homme de posséder.

La jeunesse est, dit-on, l'âge des illusions. Espérons que cette fois il n'y aura pas d'illusion, et que toujours la jeunesse de Paris pourra crier: vive! vive la France.

Copie fidèle d'une inscription funéraire, relevée dans un cimetière.

"Cy git

Justement regrettée,

Dame Catherine Poirot.

Epouse de M. Sébastien Plumerel.

"Cette dame née pour le commerce à l'âge de 19 ans avant son mariage tenant seul-la-partie des draperies peu de temps après elle y réunis d'autres branches qui n'ont cessé qu'avec elle. Son état l'occupait nuit et jour, ses desirs à acquiescer par sa conduite l'estime et la confiance de tout le monde, sa vie a été courageuse. Dans ses voyage, inébranlable dans ses entreprises, hardie dans ses acquisitions, mais trop sensible aux circonstances aggravantes ont abrégés ses jours et finy sa carrière le 6 juin 1822 âgé de 60 ans sans avoir fait de faux pas dans sa vie."

Priez Dieu pour Elle.

Sans les circonstances aggravantes, qui sait si cette pauvre Catherine Poirot n'aurait pas vécu son petit siècle! mais les circonstances aggravantes, à 60 ans, c'est cent fois pire que le croup pour les enfants! que le désabonnement pour les journalistes, que les défections de la majorité pour les gouvernements qui vivent peu dans l'abondance.—Ça emporte, quoi!

Victor Hugo parle des bals qui tuent les jeunes filles.— Elle aimait trop le bal; c'est ce qui l'a tuée.

Et pourtant qu'est le bal, à côté des circonstances aggravantes?

..

Que gagniez-vous dans le commerce? demandait quelqu'un à un petit industriel; donnez-moi en chiffre rond la somme de vos bénéfices.

—Le chiffre rond, c'est facile: zéro, monsieur.

..

Quelques définitions amusantes dans la saison des chaleurs

MELON.—Végétal d'un naturel aimant.

N'est-il pas fait pour le côté à côté.

MÉMOIRE.—Caisse d'épargne de la pensée. Seulement c'est l'intelligence qui dépose et c'est le corps qui retire.